

UNE SONNETTE D'ALARME

Les enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola pour les systèmes de santé du monde entier

RÉSUMÉ

UN BILAN TRÈS LOURD

Le virus Ebola a fait de véritables ravages dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest touchés par l'épidémie actuelle : la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia. Cela a coûté la vie à des milliers d'adultes et d'enfants, dans la détresse, la douleur et, du fait de la nature infectieuse de la maladie, loin du réconfort de leurs familles. Chaque enfant dans ces pays a été touché : outre les nombreux enfants qui ont succombé, bien plus encore ont été dévastés par la mort de membres de leur famille ; et tous les enfants ont été privés de services vitaux, comme l'école et les soins de santé de base.

Au-delà de la tragédie humaine immédiate, l'épidémie d'Ebola a déjà, et continuera à avoir, des conséquences effroyables. Les centres médicaux ont fermé. Les programmes d'enseignement ont été suspendus. Le virus Ebola a frappé des économies entières et la réponse, elle, coûte des milliards.

Save the Children travaille sur le terrain, aux côtés de nombreuses autres personnes et organisations, afin de prévenir les infections, de soigner les malades et de s'occuper des enfants touchés.

Bien que les efforts se poursuivent pour enrayer la maladie, nous devons de toute urgence tirer des leçons de cette crise, pas uniquement pour les trois pays concernés, mais pour tous les pays dépourvus de services de santé adéquats.

CAUSES ET ENSEIGNEMENTS

Les circonstances et les raisons de la propagation du virus Ebola dans ces pays sont complexes. On déplore notamment l'absence d'alerte précoce et de surveillance, une reconnaissance tardive de l'importance d'une inhumation à la fois digne et sans danger, et l'absence d'action rapide. La communauté internationale a mis beaucoup trop de temps à se rendre compte de l'ampleur de l'épidémie et à agir. Bien que l'on puisse tirer de nombreux enseignements de l'épidémie d'Ebola et de la réponse internationale, ce rapport se concentre sur un facteur bien précis qui a permis au virus Ebola d'échapper à tout contrôle : des services de santé inadéquats.

Dans ce rapport, Save the Children documente les faiblesses existantes des services de santé dans les trois principaux pays touchés par le virus Ebola. Tout le monde s'accorde à dire que la crise de l'Ebola n'a pas été contenue, jugulée, ni atténuée rapidement, car les **systèmes de santé nationaux** de ces pays manquaient dangereusement de ressources, de personnel et d'équipements. Le virus a réussi à se



propager en partie à cause de l'état déplorable de ces services de santé, qui ont été rapidement submergés et n'ont pas su faire face à une épidémie majeure. Cette incapacité à gérer une urgence sanitaire majeure reflète une incapacité similaire à répondre aux besoins de santé quotidiens de leurs populations sur le long terme.

L'état déplorable des systèmes de santé du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée n'est pas un secret. Ce problème n'a pourtant pas reçu assez d'attention, ni à l'échelle nationale ni à l'échelle mondiale. En 2012, le gouvernement libérien a dépensé 20 dollars par personne et par an dans le secteur de la santé, la Sierra Leone 16 dollars et la Guinée 9 dollars, bien en dessous du minimum de 86 dollars recommandé pour pouvoir offrir un ensemble minimum de services de santé essentiels. En comparaison, la Norvège a dépensé 7 704 dollars dans la santé pour chacun de ses citoyens.

Ces dépenses limitées dans la santé ne sont pas un détail mineur : c'est ce qui a déterminé le nombre de médecins, d'infirmiers, de centres médicaux, d'hôpitaux, d'équipements et de médicaments disponibles pour une réponse d'urgence lorsque le virus Ebola a frappé. Le Liberia ne comptait que 51 médecins dans tout le pays. La Sierra Leone comptait 1 017 infirmiers et sages-femmes. Alors que le Royaume-Uni compte un professionnel de santé pour 88 personnes, le Liberia n'avait qu'un professionnel de santé pour 3 472 habitants et la Sierra Leone un pour 5 319. En outre, les services de santé n'étaient pas accessibles de façon universelle. Les populations les plus pauvres et les plus marginalisées avaient bien moins de chances de recevoir des soins de santé, alors qu'elles en avaient le plus besoin.

MIEUX VAUT PRÉVENIR QUE GUÉRIR

La crise de l'Ebola doit **sonner l'alerte** et nous inciter, tous autant que nous sommes, à entreprendre de réelles actions pour transformer les services de santé des pays en voie de développement. L'inertie engendre chaque jour des décès et des souffrances inutiles, et aussi le risque que de futures épidémies de maladies infectieuses puissent, dans notre monde interdépendant, entraîner des pandémies, y compris des pathologies encore plus infectieuses que le virus Ebola. Des chercheurs de l'université de Washington ont calculé qu'une épidémie de grippe de l'ampleur de

la crise de la grippe espagnole de 1918 pourrait faire jusqu'à 81 millions de victimes à travers le monde.

Une nouvelle analyse effectuée par Save the Children montre que le coût d'investissement pour bâtir des services de santé complets dans ces pays est aujourd'hui bien inférieur au coût de la réponse à l'épidémie d'Ebola, estimé, pour l'instant, à au moins 4,3 milliards de dollars. Cela représente près de **trois fois** la somme manquante de 1,58 milliard de dollars nécessaire pour dispenser un ensemble minimum de services de santé essentiels à tous les habitants de la Sierra Leone, de la Guinée et du Liberia. Il vaut évidemment mieux prévenir que guérir.

BEAUCOUP D'AUTRES PAYS SONT TOUT AUSSI VULNÉRABLES À L'ÉPIDÉMIE

Ce rapport regarde au-delà des pays touchés par le virus Ebola. Notre nouvel **Indice d'accès à la santé** montre que la Sierra Leone, le Liberia et la Guinée sont loin d'être les seuls à avoir des systèmes de santé aussi faibles. Comme l'a observé le Dr Ariel Pablos-Mendez, administrateur adjoint de la santé mondiale d'USAID : « L'état des effectifs et des systèmes de santé [en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone] a empêché ces pays de répondre au mieux à l'épidémie d'Ebola ; mais ces pays ne sont pas les seuls à souffrir d'une formation, d'un soutien et d'un nombre de professionnels de la santé inadéquats. »

L'Indice d'accès à la santé classe les pays du « Countdown to 2015 » (Compte à rebours 2015) (les 75 pays enregistrant le taux le plus élevé de mortalité infantile dans le monde) en fonction des dépenses dans le secteur de la santé, du nombre de professionnels de la santé, de la couverture des services de santé dispensés aux mères et aux enfants et des taux de mortalité. À l'aide de données recueillies à l'échelle internationale, il montre qu'avant l'apparition du virus Ebola, la Sierra Leone et le Liberia ne figuraient même pas parmi les 20 pays du bas du tableau. En réalité, **28 pays se trouvaient en dessous du Liberia dans l'indice**. Ces pays sont extrêmement vulnérables à de futures épidémies de maladies infectieuses, même ceux, comme le Nigeria, qui ont réussi à endiguer rapidement la propagation des cas d'Ebola.

LA MORTALITÉ INFANTILE EST UNE URGENCE QUOTIDIENNE

L'Ebola et d'autres maladies infectieuses sont des menaces de premier ordre qui inquiètent le monde, en particulier à cause du risque d'une propagation internationale. Il existe pourtant un **fardeau quotidien de décès et de maladies** résultant de l'absence de services de santé universels, qui reçoit bien moins d'attention : les taux élevés de mortalité chez les mères, les nouveau-nés et les enfants. Chaque jour, 17 000 enfants de moins de cinq ans meurent ; la plupart de ces décès pourraient être évités grâce à un meilleur accès à des soins de santé de base.

Le nombre de décès d'enfants à travers le monde a certes baissé, mais rien ne garantit que ces progrès se poursuivent. Comme nous le montrons dans ce rapport, à peine 35 des pays du Countdown to 2015 sont en passe d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement numéro 4 concernant la mortalité infantile d'ici la fin de cette année décisive. Pour réduire encore davantage la mortalité infantile, il faudra renforcer les systèmes de santé. Deux éléments des statistiques actuelles concernant la mortalité infantile le montrent clairement. Premièrement, les taux de mortalité des nouveau-nés (les enfants qui décèdent durant les 28 premiers jours de vie) ne baissent pas assez vite. Pour empêcher ces décès, il faudrait que chaque naissance s'accompagne de soins de santé de qualité.

Deuxièmement, la baisse de la mortalité infantile n'a pas été égale, loin de là. Les enfants issus des ménages et des régions les plus pauvres sont laissés pour compte. Seuls neuf des 75 pays du Countdown ont enregistré des progrès suffisants parmi leurs populations les plus pauvres et les plus marginalisées.

UN ARGUMENT EN FAVEUR D'UNE COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

L'un des enseignements les plus importants tirés de la crise de l'Ebola est la nécessité de bâtir des services de santé complets disposant de fonds, de personnel et d'équipements suffisants pour traiter les problèmes quotidiens et faire face aux épidémies de maladies infectieuses. Save the Children estime que le monde doit aujourd'hui s'engager à mettre en place une couverture sanitaire universelle, sur le principe que chaque personne au monde doit

pouvoir accéder à des soins de santé essentiels de qualité et que ces derniers ne sont pas uniquement réservés à ceux qui en ont les moyens financiers. Le mouvement visant à bâtir une couverture sanitaire universelle s'est accéléré, même avant la crise de l'Ebola. Les principaux gouvernements, organisations de la société civile et institutions internationales, comme l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale, en ont fait une priorité absolue en matière de santé. Répondre à leur demande d'une « santé pour tous » aiderait non seulement les pays à faire face aux épidémies, mais mettrait également le monde sur la bonne voie pour **mettre fin à tous les décès d'enfants évitables** en l'espace d'une génération.

ABORDABLE FINANCIÈREMENT ET RÉALISTE

Certains prétendent que les pays pauvres n'ont pas les moyens financiers d'accéder à une couverture sanitaire universelle. Les preuves dont nous disposons indiquent pourtant le contraire. Save the Children estime que la couverture sanitaire universelle est à notre portée. Même les gouvernements des pays à faibles revenus peuvent et doivent dépenser plus dans le secteur de la santé, tout d'abord en augmentant leurs ressources domestiques grâce à l'amélioration de leurs régimes fiscaux, puis en consacrant une plus grande part des fonds disponibles à la santé. La communauté internationale, y compris le Fonds monétaire international, doit encourager ces gouvernements à accroître leurs dépenses dans la santé afin qu'elles atteignent un minimum de 86 dollars par habitant et par an.

Ce rapport montre comment les pays figurant dans l'Indice d'accès à la santé peuvent combler un manque estimé à 101 milliards de dollars pour pouvoir offrir des services de santé à l'ensemble de leur population. Tous les pays pourraient se rapprocher de cette dépense de 86 dollars de fonds publics par personne dans le secteur de la santé en atteignant les cibles internationales de 20 % du produit intérieur brut perçus au titre de recettes gouvernementales et en affectant 15 % des budgets gouvernementaux à la santé. Réduire les mouvements illicites de capitaux et lutter contre l'évasion fiscale, mais aussi mettre en place des impôts innovants, pourrait également contribuer à combler le déficit.

Bon nombre des pays les plus pauvres auront pendant encore longtemps besoin d'une aide extérieure pour soutenir leurs services de santé essentiels. L'épidémie d'Ebola doit également tirer la sonnette d'alarme auprès des donateurs internationaux, qui doivent veiller à aider tous les pays à bâtir des services de santé complets capables de faire front à toutes les menaces sanitaires, et à ne pas se concentrer uniquement sur les priorités qu'ils ont choisies. Ceci inclut des mécanismes d'aide multilatéraux (comme Gavi, l'Alliance du vaccin ; le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le nouveau Mécanisme de financement mondial proposé pour la santé des mères et des enfants) qui devront en permanence être capables de démontrer de quelle manière ils bâtissent des services de santé complets et universels, même s'ils se concentrent sur des maladies ou des services précis.

2015 : UNE OPPORTUNITÉ HISTORIQUE

Sous l'impulsion de la sonnette d'alarme tirée par l'Ebola, 2015 offre l'opportunité d'agir immédiatement et d'amorcer un tournant historique, pas uniquement pour les trois pays frappés par l'épidémie d'Ebola, mais pour tous les pays pauvres. Au mois de septembre, les Nations Unies conviendront du programme de développement mondial pour les 15 prochaines années. La couverture sanitaire universelle (le principe selon lequel chacun doit avoir accès à un ensemble de soins de santé essentiels, gratuitement au moment de l'utilisation) doit être au centre de ce programme. Save the Children appelle tous les acteurs à :

- **maintenir la réponse internationale** pour aider la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone à éradiquer les infections dues au virus Ebola.

- **investir dans la reconstruction des systèmes de santé de la Sierra Leone, du Liberia et de la Guinée**, en s'assurant que des services de santé essentiels sont disponibles pour tous, aujourd'hui et demain, et gratuitement au moment de l'utilisation.
- **renforcer et investir dans les plans de préparation nationaux** dans ces pays et à l'échelle internationale, ceci incluant une surveillance de la santé publique, des systèmes d'alerte et de signalement et des systèmes de chaîne logistique permettant d'agir rapidement en cas d'urgence et de répondre aux épidémies.
- **s'engager à bâtir des systèmes de couverture sanitaire universelle dans tous les pays à revenus faibles et intermédiaires**, investir davantage dans des services de santé complets donnant la priorité aux services essentiels, gratuits pour tous, y compris les services pour traiter les épidémies de maladies infectieuses et prendre en charge la santé des mères et des enfants. Il faudra pour cela que les gouvernements perçoivent et dépensent davantage d'argent public en levant des impôts équitables, en faisant en sorte que les patients ne paient plus les frais médicaux et en mettant un frein à l'évasion fiscale. Il faudra que les donateurs bilatéraux et les initiatives multilatérales harmonisent leurs actions pour soutenir des services de santé complets et universels.
- **s'assurer que les Objectifs de développement durable** s'engagent à mettre fin aux décès d'enfants évitables, à réduire les inégalités et à soutenir une couverture sanitaire universelle.

Save the Children est présente dans plus de 120 pays. Nous sauvons des vies d'enfants. Nous nous battons pour défendre leurs droits. Nous les aidons à développer pleinement leur potentiel.

Save the Children
1 St John's Lane
London EC1M 4AR
Royaume-Uni
Tel: +44 (0)20 7012 6400
Fax: +44 (0)20 7012 6963

© The Save the Children Fund 2015

The Save the Children Fund est une œuvre caritative enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (213890) ainsi qu'en Écosse (SC039570). Société immatriculée sous le numéro 178159

